REÇU EN PREFECTURE
le 13/12/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-059-501394290-20241211-2024_12_316

OPÉRA_
_DE___
___LILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

OBJET

MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°	2024	12	316
Le 11 décembre à 15h30			

Le Conseil d'Administration, légalement convoqué, s'est réuni à Lille (Opéra de Lille)

DATE DE CONVOCATION

Le 26 novembre 2024

NOMBRE DE MEMBRES

EN EXERCICE

22

PRÉSENTS

11

REPRÉSENTÉS

7

VOTANTS

18

MEMBRES	PRÉSENTS	ABSENTS REPRÉSENTÉS	ABSENTS
Madame Martine Aubry représentée par Madame Marie-Pierre Bresson	X		
Madame Catherine Morell-Sampol	X		
Monsieur Arnaud Taisne	X		
Monsieur Sébastien Duhem		X	
Madame Delphine Blas		X	
Madame Sylviane Delacroix	X		
Madame Mélissa Camara		X	
Madame Vanessa Duhamel	X		
Monsieur Alain Cambien	X		
Monsieur Michel Delepaul		X	
Monsieur Patrick Geenens			X
Monsieur Jacques Ducrocq			X
Monsieur Jean-Paul Mulot	X		
Monsieur Grégory Tempremant		X	
Monsieur François Decoster	X		
Monsieur Sébastien Chenu			X
Monsieur Bertrand Gaume			X
Monsieur Hilaire Multon	X		
Madame Pascale Pronnier	X		
Monsieur Jan Vandenhouwe		X	
Monsieur François Martin	X		
Madame Sabine Revert		X	

Docusign Envelope ID: 1FD0C990-238E-4811-B558-78BF36155A15

REÇU EN PREFECTURE
le 13/12/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-059-501394290-20241211-2024_12_316

OPÉRA_
_DE_
__LILLE

N° 2024-12-316 : Modification du Règlement Intérieur du Conseil d'administration

Délibération n° 2024-12-316 du 11 décembre 2024 du Conseil d'administration de l'EPCC « Opéra de Lille »,

Suite au rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes transmis à l'EPCC le 15/05/2024, et conformément à l'article 3.2 du Règlement Intérieur du Conseil d'administration, il est proposé au Conseil d'administration de modifier le Règlement Intérieur du Conseil d'administration tel que présenté en annexe (modifications surlignées en gris).

Il est proposé au Conseil d'administration de valider le nouveau Règlement Intérieur du Conseil d'administration présenté en annexe.

Après en avoir délibéré le Conseil d'administration décide à l'unanimité de valider le nouveau Règlement Intérieur du Conseil d'administration présenté en annexe.

Régulièrement publié et transmis en Préfecture le 12 DEC. 2024

Fait à Lille le 11 décembre 2024
La Présidente du Conseil d'administration de l'Opéra de Lille

Signé par :
06EB808C86C040D...

Marie-Pierre Bresson

REÇU EN PREFECTURE
le 13/12/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-059-501394290-20241211-2024_12_316

OPÉRA_
_DE___
__LILLE

CONSEIL D'ADMINISTRATION
11 DÉCEMBRE 2024 à 15h30
OPÉRA DE LILLE /FOYER DES MUSICIENS

FEUILLE DE PRÉSENCE / QUORUM

COLLECTIVITÉS	TITULAIRES	SUPPLÉANTS	POUVOIR	SIGNATURES
VILLE DE LILLE	Mme Marie-Pierre BRESSON			
	Mme Catherine MORELL-SAMPOL	Mme Charlotte BRUN		
	M. Arnaud TAISNE	Mme Marielle RENGOT		
	M. Sébastien DUHEM	M. Jacques RICHIR		
	Mme Delphine BLAS	M. Franck HANOH		
	Mme Sylviane DELACROIX	M. Didier JOSEPH-FRANCOIS		
	Mme Mélissa CAMARA	Mme Nathalie SEDOU		
	Mme Vanessa DUHAMEL	Mme Violette SPILLEBOUT		
MEL	M. Alain CAMBIEN	M. Nicolas DETERPIGNY		
	M. Michel DELEPAUL	Mme Marie- Noëlle NIREL		
	M. Patrick GEENENS	M. Bernard DEHAUT	M.Jacques Ducrocq	
	M. Jacques DUCROCQ	Mme Isabelle MARIAGE-DESREUX		
RÉGION HAUTS-DE-FRANCE	M. Jean-Paul MULOT	Mme Nadège BOURGHELLE-KOS		
	M. Grégory TEMPREMANT	Mme Mady DORCHIES-BRILLON		
	M. François DECOSTER	M. Frédéric LEFEBVRE		
	M. Sébastien CHENU	M. Jean-Philippe TANGY		
ÉTAT	M. le Préfet du Nord M. Bertrand GAUME	M. Pierre MOLAGER	M. Guillaume AFONSO	
	M. le Directeur des Affaires Culturelles de la Région des Hauts-de-France M. Hilaire MULTON	M. Nicolas GUINET		
PERSONNALITÉS QUALIFIÉES	Mme Pascale PRONNIER	M. Christophe MARQUIS		
	M. Jan VANDENHOUWE	Mme Jacqueline BRUCKERT		
REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL	M. François MARTIN	M. Olivier DESSE		
	Mme Sabine REVERT	Mme Claire OLIVEAU		

REÇU EN PREFECTURE
le 13/12/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-059-501394290-20241211-2024_12_316

OPÉRA_
_DE___
___LILLE

MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 30 SEPTEMBRE 2020

PREAMBULE

Conformément à l'article L1431-3 du code général des collectivités territoriales, « *L'établissement public de coopération culturelle ou environnementale est administré par un conseil d'administration et son président. Le conseil d'administration est composé de telle sorte que l'écart entre le nombre des hommes désignés, d'une part, et des femmes désignées, d'autre part, ne soit pas supérieur à 1. L'établissement public de coopération est dirigé par un directeur. Nota : Conformément à l'article 72 II de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, le présent article s'applique à compter du premier renouvellement des conseils d'administration des établissements publics de coopération culturelle suivant la publication de ladite loi.* »

L'Opéra de Lille, sa direction et l'ensemble du Conseil d'administration réaffirment dans ce préambule leur engagement à ce que la parité soit respectée au sein de son Conseil d'administration, par respect des lois et en accord avec la politique RSE développée par l'établissement depuis 2015 très attentive à l'égalité professionnelle au sein de ses équipes.

Chaque membre de l'EPCC (Ville de Lille, Métropole Européenne de Lille, Région Hauts-de-France et Etat) s'engage donc à respecter la parité dans la désignation des personnes siégeant au sein du Conseil d'administration de l'Opéra de Lille.

1 – FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. 1 – CONVOCATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunions du conseil d'administration :
Le conseil d'administration se réunit à l'initiative de sa.son Président.e au moins trois fois par an, à l'Opéra de Lille ou dans un lieu de la région choisie par la.e Président.e ou par la majorité des membres du conseil d'administration.

Convocation et Ordre du jour :
Le conseil d'administration est convoqué par sa.son Président.e au moins 15 jours avant la date prévue de la réunion. La.e Président.e arrête l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration sur proposition de la.du Directeur.trice. L'ordre du jour est joint à la convocation.
Lorsque le conseil d'administration se réunit à la demande de la majorité de ses membres, l'ordre du jour reprend les questions inscrites par les membres qui ont souhaité sa réunion.
L'ordre du jour peut être modifié en séance à l'initiative de la.du Président.e sous réserve de l'accord des membres du conseil d'administration.

REÇU EN PREFECTURE
le 13/12/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-059-501394290-20241211-2024_12_316

Envoi des dossiers du conseil d'administration :
Ce dossier est composé de l'ordre du jour définitif, accompagné d'un rapport sur chacun des points présentés.
Il est adressé par la.e Directeur.trice par délégation de la.du Président.e du conseil d'administration aux membres, dix jours au moins avant la réunion du conseil.
Toutefois, et sous réserve de l'accord des membres du conseil d'administration, les rapports ou certains éléments s'y rattachant peuvent être remis sur table le jour de la séance.

1. 2 – DEROULEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

a) Modalités de participation et de délibération :
Conformément à la loi °2005-842 du 26 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie (loi Breton), le conseil d'administration peut se réunir sans que soit exigée la présence physique de certains ou de l'ensemble de ses membres. La participation à distance est donc possible, par le recours d'une webcam, d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle, d'une visio-conférence ou de tout système permettant :

- l'identification de ses membres
- à minima la transmission de la voix des membres
- la retransmission continue et simultanée des délibérations

Sont ainsi réputées présentes dans le calcul du quorum et de la majorité des membres du conseil d'administration les personnes participant à la séance à la fois physiquement et à distance.
Les personnes invitées ayant le droit d'assister à la séance peuvent y avoir accès dans les mêmes modalités.

Les membres participent ou votent selon les mêmes modalités qu'indiqué à l'article 1.3 du Règlement Intérieur du Conseil d'administration.

Les dispositions du présent article 1.2.a) sont applicables pour toutes les décisions de l'établissement, excepté l'approbation des comptes.

b) Quorum :
Le conseil d'administration ne peut délibérer qu'en présence de la majorité de ses membres, présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est convoqué avec le même ordre du jour dans un délai de huit jours.
Il délibère alors valablement quelque soit le nombre des membres présents.

c) Secrétariat de la séance :
Le secrétariat de séance est assuré par la.e Directeur.trice administratif.ve et financier.ère, assisté.e du secrétariat de direction de l'Opéra de Lille, ou à défaut d'un secrétariat d'un autre service.

d) Procès-verbaux :
Le procès-verbal de chaque séance est validé au commencement de la séance suivante puis signé par la.e Président.e.
Il contient la présentation des points, les noms des membres qui prennent part à la discussion, le contenu des débats, les décisions éventuelles et la répartition des voix ayant pris part au vote.

e) Organisation des débats :
La.e Président.e rappelle les points figurant à l'ordre du jour dans l'ordre où ceux-ci sont inscrits.
Toutefois, il peut modifier en séance l'ordre de présentation des différents points. La.e Président.e demande à la.au Directeur.trice de présenter le rapport avant d'ouvrir la discussion puis de faire procéder au vote.
Aucun point ne peut être apporté en cours de séance s'il n'a pas été préalablement soumis à l'avis de la.du Président.e et de la.du Directeur.trice. Cette disposition ne s'applique cependant pas aux points relatifs aux documents déposés sur table le jour de la séance, dès lors qu'ils ont fait l'objet d'un accord des membres du conseil.

REÇU EN PREFECTURE
le 13/12/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-059-501394290-20241211-2024_12_316

1. 3 – DIVERS MODES DE VOTATION

Vote des délibérations :
Les délibérations du conseil d'administration sont prises à la majorité des suffrages exprimés (membres présents ou représentés), en cas de partage égal des voix, celle de la.du Président.e est prépondérante.
Si la.e Président.e ne vote pas et si les voix sont également partagées, la proposition mise au vote n'est pas adoptée.
Pendant l'ensemble des opérations de vote, nul ne peut obtenir la parole.

Mode de votation :
Le conseil d'administration vote sur les affaires soumises à ses délibérations soit à main levée, soit au scrutin secret.

Vote à main levée :
En cas de vote à main levée, le résultat est constaté conjointement par la.e Président.e et la.e Secrétaire de séance qui compte le nombre des votants : pour, contre et abstentions.

Vote au scrutin secret :
Le scrutin secret est de droit pour la nomination de la.du Directeur.trice.
Il peut être également procédé au vote à bulletin secret sur décision de la.du Président.e ou à la demande de la majorité des membres présents.
En cas de partage des voix, la voix de la.du Président.e est prépondérante.

Pouvoir :
Un membre du conseil d'administration empêché d'assister à une réunion se fait remplacer en priorité par sa.son suppléant.e. A défaut, il peut donner une délégation de vote à un autre membre du conseil d'administration. Chaque membre ne peut recevoir qu'une seule délégation.
Pour être valable, la délégation doit être notifiée à la.e Président.e en début de réunion.
Cette délégation doit être écrite, datée, signée et adressée par la.e délégant.e à la.au délégué.e et à la.e Président.e. La.e Président.e attribue les éventuels pouvoirs qui lui sont adressés sans attribution spécifique.
Les pouvoirs sont indexés à la feuille de présence.

2 - L'EXECUTIF

2. 1 –PRÉSIDENT.E ET VICE – PRÉSIDENT.E

Élection de la.du Président.e et de la.du Vice-Président.e :
Le conseil d'administration élit sa.son Président.e et sa.son Vice-Président.e en son sein lors de la réunion de droit qui suit chaque renouvellement.
L'élection se fait à la majorité des deux tiers, pour une durée de trois ans renouvelables, qui ne peut excéder, le cas échéant, celles de leurs mandats électifs.
Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative des membres du conseil d'administration. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.

Vacances et démissions :
En cas de vacance du siège de Président.e pour quelque cause que ce soit, les fonctions de la.du Président.e sont provisoirement exercées par la.e Vice-Président.e, ou, à défaut, par la.e doyen.ne d'âge. Il est procédé au renouvellement du poste dans un délai d'un mois.
En cas de démission de la.du Président.e et de la.du Vice-Président.e, le conseil d'administration est convoqué par la.e doyen.ne d'âge, pour procéder à la désignation d'un membre du conseil d'administration prévue à l'alinéa précédent.

REÇU EN PREFECTURE
le 13/12/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-059-501394290-20241211-2024_12_316

Absence :
En l'absence de la.du Président.e à tout ou partie d'une séance du conseil d'administration, ces fonctions sont exercées par la.e Vice-Président.e.

2. 2 –DIRECTEUR.TRICE

Désignation :
La.e Directeur.trice est nommé.e par la.e Président.e du conseil d'administration, sur proposition du conseil prise à la majorité des deux tiers, et après établissement d'un cahier des charges pour un mandat de trois à cinq ans, renouvelable par période de trois ans. La liste des candidat.e.s est établie d'un commun accord par les collectivités publiques représentées au sein de ce conseil après appel à candidatures et au vu du projet présenté.
Au plus tard 2 ans avant l'échéance de son mandat, la.e directeur.trice propose au conseil d'administration un projet pour un nouveau mandat.
Cette proposition est soumise au vote du CA à la majorité des deux tiers.
Si ce renouvellement n'est pas adopté, un appel à candidature est ouvert. La.e nouveau.elle Directeur.trice est nommé.e dans les mêmes conditions que celles citées au §1 du présent article.
En cours de mandat, La.e Directeur.trice ne peut être révoqué que pour faute grave à la majorité des deux tiers des membres du conseil d'administration.

Attributions :
La.e Directeur.trice de l'Opéra dirige l'établissement et à ce titre :

- Elle.il élabore et met en œuvre le projet culturel de l'établissement et rend compte de son exécution au conseil d'administration;
- Elle.il assure la programmation de l'activité culturelle de l'établissement ;
- Elle.il est l'ordonnateur.trice des recettes et des dépenses ;
- Elle.il prépare le budget et ses décisions modificatives et en assure l'exécution ;
- Elle.il assure la direction de l'ensemble des services ;
- Elle.il passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration :
    - La.e Directeur.trice signe l'ensemble des actes dont le montant est inférieur à ~~10 000 €~~ 1 000 000€.
    - La.e Directeur.trice informe le conseil d'administration des actes supérieurs à 10 000 € qui ont été signés au cours de l'année. Cette information interviendra au moment de la présentation des comptes de l'année concernée.
- Elle.il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
- Elle.il recrute et nomme aux emplois de l'établissement ;
- Elle.il peut, par délégation du conseil d'administration et sur avis conforme du comptable, créer des régies de recettes, d'avances soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.
-

Pour l'exercice de ses attributions, elle.il peut déléguer sa signature à un ou plusieurs chefs de services placés sous son autorité. Toute délégation de signature de la.du Directeur.trice à l'un de ses collaborateurs.trices devra être transmise pour information au conseil d'administration.

Réunion du conseil d'administration :
La.e Directeur.trice participe au conseil d'administration avec voix consultative, sauf lorsqu'elle.il est personnellement concerné.e par l'affaire en discussion.

REÇU EN PREFECTURE
le 13/12/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-059-501394290-20241211-2024_12_316

3 - DISPOSITIONS DIVERSES

3. 1 – ÉLECTIONS DES REPRÉSENTANT.E.S DU PERSONNEL AU C.A.

L'article 8 des statuts de l'Opéra de Lille prévoit que le conseil d'administration soit composé de « deux représentants du personnel, élus pour trois ans dans les conditions fixées par l'Opéra ».
L'objet de la présente section est de définir les modalités d'élection des représentant.e.s élu.es du personnel au sein du conseil d'administration.

Nombre de représentant.e.s :
Conformément aux statuts, deux représentant.e.s du personnel siègent au sein du conseil d'administration. Chaque représentant.e dispose d'un suppléant.e.

Date et lieu du scrutin :
Les élections des représentant.es du personnel sont organisées au sein de l'Opéra tous les trois ans.

Liste électorale :
La liste électorale : salarié.e.s éligibles et électeurs.trices, est affichée par la direction au moins 10 jours avant la date limite de dépôt des candidatures.

Bureau de vote :
Il sera constitué un bureau de vote qui présidera aux opérations.
Le bureau de vote sera composé de 3 électeurs.trices, parmi lesquel.le.s, en principe, la.e plus âgé.e à l'exception de la direction et la.e plus jeune dans l'établissement et qui sont programmé.es au moment du scrutin, la.e troisième étant désigné.e par la.e Président.e du bureau qui sera la.e membre la.e plus âgé.e.
La.e Directeur.trice ou sa.son représentant.e assistera le bureau, à titre purement consultatif, ainsi qu'un.e représentant.e de chaque liste de candidats.

Conditions d'électorat et d'éligibilité :
Les conditions d'électorat et d'éligibilité doivent être remplies au jour du scrutin.

Sont électeurs.trices :
- Les salarié.e.s permanent.e.s en CDI, y compris les CDII, ou en CDD de plus d'un an, y compris la.e directeur.trice, qui répondent aux conditions suivantes :
  - travailler depuis au moins 3 mois dans l'entreprise ;
  - avoir 16 ans accomplis ;
  - n'avoir encouru aucune condamnation.

Sous la condition de remplir les deux dernières conditions ci-dessus, sont également électeurs.trices :
- Les salarié.e.s technicien.ne.s intermittent.e.s du spectacle qui ont été sous contrat de travail dans l'entreprise, de manière continue ou discontinue, 65 jours dans l'année civile qui précède l'année des élections.
- Les salarié.e.s artistes intermittent.e.s du spectacle qui ont été sous contrat de travail dans l'entreprise, de manière continue ou discontinue, 90 jours dans l'année civile qui précède l'année des élections.

Sont éligibles :
- Les salarié.e.s permanent.e.s (CDI, CDII, CDD de plus d'un an) de plus d'un an d'ancienneté. Il ne peut y avoir de cumul de mandat dans la représentation du personnel (Représentant.e.s du personnel, Membres du CHSCT, Délégué.e.s du Personnel).
- La.e Directeur.trice n'est pas éligible.

Candidatures :
Les actes de candidature sont déposés à la Direction Administrative et Financière ~~– Pôle Ressources Humaines~~ au moins 2 semaines avant la date des élections.

REÇU EN PREFECTURE
le 13/12/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-059-501394290-20241211-2024_12_316

Les actes de candidatures doivent nécessairement comporter deux noms, celui de la.du candidat.e au siège de Délégué.e Titulaire d'une part, celui de la.du candidat.e au siège de Délégué.e Suppléant.e d'autre part.
Les candidatures (titulaire / suppléant.e) inscrites dans chaque acte sont indissociables. En conséquence, un acte ne comportant qu'un seul nom ou dont l'un.e des candidat.e.s ne remplit pas les conditions d'éligibilité ne peut être retenu.
Un.e candidat.e qui aura récemment changé de nom pourra, lors du dépôt des candidatures, faire ajouter entre parenthèses, après son nom actuel, le nom précédent sous lequel il.elle était connu.e.
Le respect de ces conditions est apprécié par le bureau qui arrête la liste définitive des candidatures. Cette liste est affichée sur les panneaux réservés à cet effet au siège de l'établissement le lendemain de la date limite de dépôt des candidatures.

Propagande et campagne électorales :
Les candidat.e.s pourront remettre, au plus tard 1 semaine avant la date arrêtée pour le scrutin, leur matériel électoral à la Direction Administrative et Financière –Pôle Ressources Humaines qui en assure la diffusion.
Les candidat.e.s assureront leur campagne électorale dans le cadre des dispositions légales et statutaires et dans le strict respect des droits des autres candidat.e.s.

Organisation du scrutin :
La Direction fait imprimer les bulletins de vote correspondant aux actes de candidature validés par le bureau. Les dimensions des bulletins de vote et leur mode d'impression seront d'un type uniforme pour l'ensemble des bulletins.
Le procès-verbal dressé par le bureau de vote, comportant la désignation des élu.e.s, sera affiché sur les panneaux réservés à cet effet.

Le scrutin est à un tour. Sont déclaré.e.s élu.e.s les listes de candidat.e.s ayant obtenu le plus grand nombre de voix.
Chaque électeur.trice devant voter pour 2 titulaires et 2 suppléant.e.s, donc 2 listes, il est attendu que chaque électeur.trice place 2 bulletins maximum par enveloppe.

- Les enveloppes contenant plus de 2 bulletins ne seront pas décomptées.
- Les bulletins rayés ou plus généralement comportant une mention manuscrite ou un signe distinctif ne seront pas décomptés.

En cas d'égalité entre plusieurs candidat.e.s, un nouveau scrutin est organisé afin de départager les candidats dans les quinze jours suivant le résultat de l'élection.
Si l'égalité persiste au second scrutin, est déclaré élu la.e candidat.e la.e plus âgé.e.

Vote par procuration :
Sous réserve d'en informer la Direction administrative et financière ~~– Pôle Ressources Humaines~~ au moins 10 jours avant la date du scrutin, les électeurs.trices qui ne pourront pas être présent.e.s au moment du scrutin, pourront donner procuration à tout.e autre électeur.trice. Seront notamment dans ce cas, les électeurs.trices absent.e.s pour congés payés ou autorisés, repos, maladie, maternité, travail de nuit, en déplacement, ou en rendez-vous.
Cette procuration devra se faire sur papier au nom de l'électeur.trice absent.e, et en inscrivant les noms et prénoms de l'électeur.trice bénéficiant de la procuration. L'électeur.trice bénéficiant de la procuration présentera cette procuration, accompagnée d'une photocopie de la carte d'identité de la.du mandant.e aux membres du bureau de vote.

Commission électorale :
Le bureau de vote existant au moment de l'élection composera la Commission Electorale habilitée à régler toutes les difficultés qui pourraient survenir à l'occasion de l'organisation des élections.

REÇU EN PREFECTURE
le 13/12/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-059-501394290-20241211-2024_12_316

3. 2 – AUTRES DISPOSITIONS

Modification du règlement intérieur :
Le présent règlement intérieur est modifié par le conseil d'administration, soit à la demande de la.du Directeur.trice, soit à la demande au moins du sixième, des membres du conseil d'administration.

Pour extrait conforme.

Lille, le 11 décembre 2024
Présenté au conseil d'administration du 11 décembre 2024

La Présidente du Conseil d'administration
Marie-Pierre Bresson

